



Compte rendu des CTL des 23 mars et 21 avril 2016

Ordre du jour CTL du 23 mars

Points soumis aux votes :

- 1) Procès-verbal du 5 octobre 2015
- 2) Formation professionnelle
- 3) Réorganisation du contrôle de la contribution à l'audiovisuel public

Points pour information :

- 4) Bilan budgétaire 2015 et plan 2016
- 5) Mise en place du Service Civique

Ordre du jour CTL du 21 avril

Points soumis aux votes :

- 1) Procès-verbal du 19 novembre 2015
- 2) Projets de réorganisation de la DDFiP 85 :
 - a) Fermeture de la Trésorerie de Chaillé-Les-Marais
 - b) Fermeture de la Trésorerie de Pouzauges
 - c) Transfert du recouvrement de la trésorerie de Saint-Jean-de-Monts

Points pour information :

- 1) Tableau de bord de veille sociale
- 2) Baromètre social

CTL du 23 et 29 mars :

Ayant appris par voie de presse la fermeture des Trésoreries de Chaillé-Les-Marais et de Pouzauges et le transfert du recouvrement de la Trésorerie de Saint-Jean-de-Monts et face à la dégradation du dialogue social en Vendée,

les Organisations Syndicales (OS) ont décidé de boycotter la première convocation de ce CTL et ont participé à la deuxième, le 29 mars.

A l'instar des années précédentes, les représentants de **Solidaires Finances Publiques** ont dénoncé la baisse du budget alloué à la DDFiP de Vendée en pointant notamment son impact dans la réalisation des missions et sur les conditions de vie au travail des agents.

Nous avons aussi dénoncé la politique du tout "e-formation" menée à la DGFIP, alors même que la Centrale reconnaît à mi-mots les échecs de celle-ci.

D'autre part, les représentants de **Solidaires Finances Publiques** ont dénoncé la dictature des indicateurs et la pression mise sur les agents et les chefs de service pour la réalisation des objectifs toujours plus difficiles à atteindre compte tenu des réorganisations, des restructurations et du manque de personnel.

Enfin, les représentants des personnels ont pu constater le peu de cas que notre Direction faisait d'eux et des agents de Vendée puisqu'il n'y avait lors de ce CTL aucun représentant du pôle fiscal et du pôle gestion publique.

Face aux questions restées sans réponse, les OS ont donc décidé de quitter la séance.

CTL des 21 et 29 avril :

Le sujet principal de ce CTL était la fermeture des Trésoreries de Chaillé-Les-Marais et de Pouzauges et le transfert du recouvrement de la Trésorerie de Saint-Jean-de-Monts au 1^{er} janvier 2017 !

Les représentants de **Solidaires Finances Publiques** ont dénoncé ces fermetures, conséquences directes des suppressions d'emplois. Celles-ci engendrent la destruction du maillage territorial, la suppression de la proximité de l'État et du Service Public.



Les OS, fortes de délibérations de certaines communes et intercommunalités ont déploré l'absence de concertation des usagers sur ce type de restructuration et se sont prononcées à l'unanimité contre ces fermetures lors des 2 convocations.

Le CTL a aussi été l'occasion pour le Directeur de faire un point d'étape sur les mises en place du PCR (Pôle de Contrôle des Revenus et Patrimoine) et du SPFE (Service de Publicité Foncière et de l'Enregistrement).

S'agissant des 2 pôles, les groupes de travail se réunissent et l'implantation immobilière est toujours à finaliser.

A l'heure où nous écrivons, l'administration n'a pas voulu nous dire qui pilotera le PCR à La Roche sur Yon.

Interrogée par **Solidaires Finances Publiques** sur le report de mise en place de FIDJI enregistrement, la Direction n'a pas envisagé de solution ou de plan B (pour mémoire, rappelons que le groupe de travail national sur les SPFE n'a pas encore abouti...). L'interrogation de l'Administration a surtout porté sur la manière dont nous avons été informés : Qui avait osé donner des informations ?? (heureusement que certains bravent les interdits et les tabous. Loyauté ne veut pas dire servilité).

Monsieur Cérés a profité de ce CTL pour faire un point sur l'avenir du service des Domaines. Il serait envisagé pour 2017 la création d'un pôle régional d'évaluation renforcé, avec le maintien d'antennes supra départementales. Le pôle régional générerait les dossiers difficiles et compliqués. Les agents du service ont eu une réunion le 3 mai dernier. Bien évidemment, **Solidaires Finances Publiques** sera vigilant sur le dossier (voir le tract en suivant le lien: http://solidairesfinancespubliques.fr/agt_adh/actualite/2016/Avril/160414_cr_gt_domaine.pdf).

Enfin et pour enfoncer le clou, Monsieur Mignon a informé les OS que la Direction envisageait de réformer les Centres Des Impôts Foncier (CDIF) en 2017. Il s'agirait de supprimer les CDIF de Challans et Fontenay-le-Comte, de

créer un Pôle Topographique et de Gestion Cadastre (PTGC) et un Pôle d'Évaluation des Locaux Professionnels (PELP) à La Roche sur Yon.

Un CDIF ne gérant que les locaux d'habitation serait maintenu aux Sables d'Olonne et à La Roche sur Yon...

Cette restructuration a fait l'objet d'une fiche d'impact qui devrait être évoquée lors du prochain CHS-CT, le 25 mai prochain.

Les représentants de **Solidaires Finances Publiques** dénoncent ces nouvelles restructurations qui ne visent qu'à regrouper pour mieux supprimer des emplois.

Depuis l'arrivée de Monsieur Mignon dans notre Direction, les restructurations et suppressions de services augmentent de manière exponentielle. Ceci nous porte tout naturellement à nous interroger :

Existerait-il une prime pour chaque service supprimé ou restructuré ? Dans cette période d'économie de l'argent public, cela est-il envisageable ?



FACE A LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC, QU'ELLE SOIT ORCHESTRÉE PAR LES OPPOSANTS A LA PRESENCE DE L'ETAT, OU PAR SES PROPRES REPRESENTANTS, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES CONTINUE SON COMBAT AVEC ET POUR LES AGENTS DES FINANCES.